



Déclaration liminaire de la FSU

Au CTSD du 3 septembre 2021

Douze millions d'élèves et 950 000 personnels ont repris le chemin de l'école hier matin. Il n'y a que le Ministre pour affirmer que cette nouvelle rentrée sous COVID est normale. La politique du gouvernement en matière sanitaire, sociale et économique continue de fracturer la société, continue de creuser les inégalités et poursuit la casse des services publics qui ont pourtant été un formidable moyen de lutter contre les conséquences de la pandémie.

L'école sort terriblement affaiblie, dérégulée, contractualisée, des 4 années de saccages orchestrés par M. Blanquer. Les victimes de ces bouleversements néolibéraux sont évidemment les élèves et leurs familles, mais aussi l'ensemble des professionnels de l'institution. Désorganisation, négation du réel, opacification, prolétarianisation réduisant les sujets à des exécutantes et exécutants, autoritarisme et caporalisation.

Autant de modes de gestion subis par l'ensemble des actrices et acteurs de l'école publique. Autant de pratiques qui renforcent les inégalités, aux antipodes des principes même de l'école républicaine.

Derniers épisodes en dates: les déclarations totalement fallacieuses et stigmatisantes tant du Ministre de l'EN que du Président de la République au sujet de l'Allocation de Rentrée Scolaire. Jean-Michel Blanquer et E. Macron prétendent que cette allocation servirait, pour nombre de familles précarisées, à acquérir des « écrans plats ». Pourtant, aucune donnée concernant l'ARS et la vente d'écrans ne permet d'affirmer ce qui relève clairement de clichés anti-pauvres.

En contrepoint, jamais ils n'abordent ce qui est parfaitement documenté, à savoir la fraude fiscale des 1 % les plus riches et des grandes entreprises. Rapports parlementaires, études d'économistes de renom... Toutes et tous convergent vers une fraude massive d'au moins 100 milliards d'euros par an.

Autre actualité, les annonces faites hier par le Président de la République à Marseille. Aucun financement annoncé. Alors que depuis des années, les personnels des écoles Marseillaises et notamment celles des quartiers nord, se désespèrent face au manque criant de moyens et à la détresse des familles, c'est une annonce purement managériale et néolibérale qui est faite. Des directrices et directeurs qui choisiront les enseignants, qui auront la main sur les rythmes scolaires. Là où ce modèle scolaire a déjà été mis en œuvre à travers le monde, il est un échec total sur les plans pédagogiques, sociaux et économiques. La FSU 72 s'insurge et dénonce cette mise à sac de l'école publique notamment relayée localement par le Maire du Mans. Pourtant, toutes les enquêtes menées sur la direction d'école amènent à des constats opposés. Ce qu'il faut aux écoles, ce sont des enseignants supplémentaires, des décharges supplémentaires pour toutes les écoles et du temps pour élaborer collectivement.

S'ajoute à cela une gestion de crise calamiteuse. L'actualité valide hélas les analyses portées par la FSU depuis le début de cette crise. Dès l'été 2020 nous avons porté, avec l'appui de scientifiques (INSERM), la nécessité de tester massivement et régulièrement, d'équiper gratuitement en masques les écoles, de recruter des professeurs. Au printemps et début d'été dernier, lorsque la gestion de rentrée était encore fortement adaptable, alors que l'opinion était entraînée dans l'idée d'une normalisation grâce aux progrès de la vaccination, nous demandions à ce que la gestion de l'institution se fasse, prudente, sur la base d'une rentrée sous covid. Il était

encore temps à l'époque, d'augmenter les recrutements de personnels pour diminuer les groupes, d'aménager durant l'été les infrastructures, sanitaires, fenêtres, purificateurs d'air, par une démarche volontaire, financée par l'état, non dépendante des inégalités financières territoriales. Cela n'a pas été fait.

Une récente étude de deux chercheurs et chercheuse de l'INSERM indique que la réouverture des écoles a été à l'origine d'une transmission communautaire. Cette étude montre aussi qu'un dépistage régulier permettrait également de réduire de 90 % le nombre de jours-élèves perdus par rapport à une fermeture de classe. Cette approche par tests itératifs, (qui n'a rien à voir avec ce qui est mis en place aujourd'hui en matière de test notamment en Sarthe), évite l'éviction des élèves non infectés. Le test massif permet aussi d'identifier des cas asymptomatiques qui seraient passés inaperçus. En isolant ces derniers, on empêche la transmission silencieuse, non seulement à l'école, mais aussi en dehors.

Catherine Hill, autre chercheuse, propose pour sa part des modes de test cumulés sur une école, évitant le gaspillage de tests individuels systématiques, ciblant les tests individuels uniquement dans les communautés infectées. Pourquoi n'est-ce pas appliqué à cette rentrée ?

Cette analyse étayée, la FSU 72, et elle n'en fait pas une gloire, l'a portée depuis le début, comme le prouvent les comptes rendus publiés sur son site, affrontant des positions de déjugement, de procès en contestation stérile, d'affirmation contraire sans étayage de la part du ministre, réactions hélas trop souvent relayées localement.

Monsieur le Directeur académique, la FSU vous souhaite la bienvenue en Sarthe, et vous adresse une alerte sur ces conditions de rentrée. Elle souhaite que soit remonté au niveau ministériel la demande expresse de moyens pour que, dans les mois qui viennent, toutes les améliorations d'urgence possibles soient mises en œuvre, et que l'école commence une vraie adaptation de long terme, permettant une vraie sortie de crise.